

Les subsides

Nous sommes en conséquence saisis d'une motion aujourd'hui. J'invite les députés conservateurs à l'appuyer, car elle peut être appuyée par tout député à l'esprit ouvert qui reconnaît la nécessité de chercher une solution qu'on pourra uniquement trouver grâce à un processus d'échanges sincères avec les Américains, notamment avec le gouvernement de M. Reagan.

Des millions d'Américains croient comme nous qu'il est intolérable de continuer à subir de pareils dégâts. Nous avons donc une question fondamentale à formuler et nous devons nous charger de l'importante mission de convaincre le gouvernement de M. Reagan que le coût de l'inaction est plus élevé que celui de l'action. Nous devons entamer avec eux un débat sur le plan économique et, pour les convaincre, nous devons être munis des analyses quantitatives nécessaires. La dernière étude effectuée en 1981 par Tom Crocker, économiste à l'université du Wyoming, révélait que même alors il en aurait coûté 5.5 milliards par an à l'économie américaine. Ce coût est maintenant plus élevé. C'est sur le palier économique que nous devons lancer le débat à Washington et non en semant le faux espoir qu'un autre train de recherches, comme celles qui avaient été entreprises en 1980, nous permettrait de mettre sur pied le programme de lutte contre la pollution dont nous avons besoin.

Le Canada a fait sa part, comme 21 autres pays qui appartiennent à la Communauté économique européenne. Voilà pourquoi l'Accord de Helsinki est mentionné dans la motion. Celui-ci regroupe certains pays industriels décidés à remédier au problème qui se sont engagés à réduire leurs émissions d'au moins 30 p. 100 d'ici à 1993. Malheureusement, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne et la Turquie qui sont d'importants pays industriels n'ont pas souscrit à cet accord.

En Amérique du Nord, une étroite collaboration s'impose pour trouver une solution aux dégâts économiques causés par les pluies acides. Tout comme les États-Unis et le Canada s'infligent réciproquement des dégâts, il en est de même des États-Unis et du Mexique.

L'approche économique est la solution clé de ce problème. L'approche adoptée par le gouvernement canadien, soit au moyen de deux sommets, nous a fait régresser. Elle a créé de fausses expectatives. On demande aux Canadiens d'attendre encore cinq ans avant que l'on décide si oui ou non on va prendre des mesures. Il n'y aura ni accord, ni programme ni date limite de fixés pour réduire le moins possible les émissions de soufre tant que cette batterie de recherches ne sera pas terminée dans cinq ans, soit en 1991.

Je regrette de devoir dire que le gouvernement a échoué sur le front des pluies acides. Le gouvernement a peut-être cru que de bonnes relations publiques pourraient arriver à convaincre le président Reagan d'approuver sa politique, mais cela n'a pas fonctionné. Nous perdons du temps précieux et nous avons déjà perdu une autre année. Le deuxième sommet irlandais nous offrait une autre occasion d'insister sur l'aspect économique pour convaincre les Américains que leurs dommages sont aussi importants sinon plus importants que les nôtres. Le gouvernement n'a pas eu le courage de faire valoir notre point de vue. Il a même laissé au Canada le ministre le plus compétent en la matière.

J'espère qu'il se trouvera suffisamment de députés conservateurs pour saisir les mérites de l'approche que nous proposons aujourd'hui, la seule qui puisse résoudre le problème des pluies acides en Amérique du Nord.

• (1140)

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Questions et commentaires. L'honorable député de Lévis (M. Fontaine) a la parole.

M. Fontaine: Monsieur le Président, lorsque l'honorable député de Davenport (M. Caccia) parle de myopie, qu'il accuse le gouvernement de myopie vis-à-vis des intérêts économiques à long terme des deux pays, je pense que si on tient compte du nombre d'années qu'ils ont été là sans jamais s'occuper d'environnement, on pourrait les accuser, eux, de presbytie également.

Qu'est-ce qu'ils ont fait au cours de toutes ces années? C'est de l'amateurisme. D'ailleurs, un de leurs collègues, dans le journal *The Ottawa Citizen* de ce matin, le député de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston), se décrit lui-même comme faisant partie d'une équipe d'amateurs, lorsqu'il nous parle, par exemple, de Mirabel, qui a été décidé sur un coup de pouce, ou bien lorsqu'il nous dit que le Programme énergétique national proposé par M. MacEachen était dans le Budget et que tous les ministres ont été mis devant un fait accompli. C'est encore de l'amateurisme.

L'honorable député était pourtant là dans ce temps-là, le député de Davenport était ministre. Mais si on se fie aux déclarations de M. Johnston, il n'avait pas accès au Cabinet directement parce que c'était un groupe du Bureau du premier ministre qui dirigeait le pays. Et c'est de là qu'est également partie Pétrofina.

Alors, pourquoi le député de Davenport, à ce moment-là, ne s'est-il pas levé et n'a-t-il pas argumenté afin de protéger notre environnement? Il y avait, à ce moment-là, des cheminées qui crachaient de la pollution, des arbres qui perdaient leurs feuilles. Il s'en aperçoit aujourd'hui?

C'est drôle qu'il s'en aperçoive la journée même où notre premier ministre, pour la première fois, aboutit à une prise de position officielle de la part du Président des États-Unis qui admet, d'une façon très formelle, l'existence des graves problèmes des pluies acides et l'existence de l'exportation de ces pluies acides sur notre pays.

Il dit cela aujourd'hui, il découvre cela alors que notre premier ministre revient au pays avec la certitude que des fonds de l'ordre de 2.5 milliards de dollars seront votés par le Congrès américain pour lutter contre les pluies acides. Ce sont là des choses positives que le député de Davenport oublie de dire à la Chambre des communes aujourd'hui.

Je lui demanderais de nous parler de ses propres réalisations à l'intérieur du contexte de l'ancien gouvernement libéral.

M. Caccia (Davenport): Oui, monsieur le Président, je ferai cela avec plaisir, particulièrement à cause du fait que le député de Lévis (M. Fontaine), du point de vue politique, est né le 4 septembre 1984. Il ne connaît pas l'histoire du Canada qui a précédé. Mais cela, c'est un sérieux handicap.